



Ministère de la Mobilité et des Travaux
publics
4, Place de l'Europe
L-2940 Luxembourg

N/Réf. : 2026-001256

V/Réf. : 311677 / 051490 - 20260194

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 25 juin 2026, versées par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'abattage de 29 arbres sur le territoire des communes de Rambrouch, Mertzig, Parc Hosingen, Goesdorf, Winckrange, Lac de la Haute-Sûre, Clervaux, Esch-sur-Sûre et Wiltz,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** L'abattage est réalisé sur le territoire des communes de Rambrouch, Mertzig, Parc Hosingen, Goesdorf, Winckrange, Lac de la Haute-Sûre, Clervaux, Esch-sur-Sûre et Wiltz, conformément à la demande et aux documents soumis.
- Article 2.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1^{er} août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
- Article 3.-** L'abattage se limite à 29 arbres.
- Article 4.-** Les travaux d'abattage se font entre le 1^{er} octobre et fin février.

Article 5.- Les arbres à abattre sont marqués au préalable du marteau de l'Etat par les préposés de la nature et des forêts (Triage de Rambrouch, tél : 621 202 124, Triage de Wincrange, tél : 621 202 186, Triage de Wiltz, tél : 621 202 131, Triage d'Haute-Sure-Sud, tél : 621 202 111, Triage de Clervaux, tél : 621 202 150, Triage d'Harlange, tél : 621 202 125, Triage de Grosbous, tél : 621 202 118, Triage d'Haute-Sure-Nord, tél : 621 202 121 et Triage d'Hosingen, tél : 621 202 126) qui est averti avant le début des travaux d'abattage.

Article 6.- Les arbres sont remplacés sur place par 29 sujets haute-tige d'essence feuillue indigène dans un délai de 2 ans à partir de la date de la présente et suivant les instructions des préposés de la nature et des forêts.

Article 7.- En cas de faible reprise des plantations, un regarnissage annuel est réalisé par les soins du requérant.

Article 8.- Le système racinaire des arbres restant en place n'est pas endommagé et, le cas échéant, ces arbres sont protégés selon les règles de l'art.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale ou aux administrations communales territorialement compétentes.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement